



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## Le gouvernement du Québec a dépensé près de 80 milliards de dollars en subvention aux entreprises de 2007 à 2019

Le 14 mars 2023  
Pour publication immédiate

**VANCOUVER**– Le gouvernement du Québec a dépensé 79,6 milliards de dollars (ajusté en fonction de l’inflation) pour subventionner des entreprises sur une période de 13 ans, selon une nouvelle étude publiée aujourd’hui par l’Institut Fraser, un groupe de réflexion indépendant et non partisan sur les politiques publiques canadiennes.

« Ces subventions aux entreprises, également connues sous le nom d’aide sociale aux entreprises, entraînent des coûts énormes pour les budgets gouvernementaux et les contribuables, tout en ne contribuant que très peu, voire pas du tout, à stimuler la croissance économique », a déclaré Tegan Hill, économiste à l’Institut Fraser et coauteur de l’étude *The Cost of Business Subsidies in Canada (Le coût des subventions aux entreprises au Canada)*.

(Dans l’étude, les subventions aux entreprises comprennent les transferts publics sans contrepartie aux entreprises, mais excluent d’autres formes de soutien public telles que les garanties de prêt et les investissements directs.)

Les dépenses du gouvernement du Québec en matière de subventions aux entreprises ont augmenté (après ajustement en fonction de l’inflation), passant de 6,3 milliards de dollars en 2007 à 7,2 milliards de dollars en 2019 (la dernière année des données disponibles avant la COVID-19).

En fait, au cours de la période de 13 ans, le gouvernement du Québec a (en moyenne) dépensé plus en aide sociale aux entreprises qu’il n’a reçu en recettes fiscales provinciales sur le revenu des entreprises chaque année, ce qui signifie que le gouvernement aurait pu effectivement éliminer les impôts sur le revenu des entreprises de la province s’il avait mis fin à l’aide sociale aux entreprises.

Enfin, au cours de cette période de 13 ans, tous les gouvernements, fédéral, provincial et local, ont dépensé plus en aide sociale aux entreprises au Québec (18 334 dollars) que dans n’importe quelle autre province (à l’exception de la Saskatchewan).

« Plutôt que d’accorder un traitement préférentiel à certaines entreprises et industries, le gouvernement du Québec devrait réduire l’impôt sur le revenu des entreprises et favoriser un environnement propice à la croissance économique qui donne à toutes les entreprises la possibilité et les incitations nécessaires pour réussir », a déclaré Mme Hill.

(30)

### PERSONNE-RESSOURCE POUR LES MÉDIAS:

Yanick Labrie, Institut Fraser

*Pour organiser des entrevues avec les médias ou pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :*

Mark Hasiuk, Institut Fraser

604 688-0221, poste 517

[mark.hasiuk@fraserinstitute.org](mailto:mark.hasiuk@fraserinstitute.org)

L'Institut Fraser est un organisme canadien indépendant de recherche et d'éducation sur les politiques publiques avec des bureaux à Vancouver, Calgary, Toronto et Montréal et qui a des liens avec un réseau mondial de groupes de réflexion dans 87 pays. Sa mission vise à améliorer la qualité de vie des Canadiens, de leurs familles et des générations futures en étudiant, en mesurant et en communiquant les effets des politiques des gouvernements, de l'entrepreneuriat et des choix sur leur bien-être. Pour protéger l'indépendance de l'Institut, il n'accepte pas les subventions des gouvernements ou les contrats de recherche. Visitez le site <http://www.fraserinstitute.org/fr/>